

NOTE D'ANALYSE Égypte – juin 2024

Égypte-Pays du Golfe : un approfondissement continu du partenariat

L'Égypte est le premier bénéficiaire de l'aide octroyée par les États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG), comptant pour près de 30 % du total sur la période 1963-2022, soit plus 100 Md USD. Les pays du Golfe – et notamment les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar – jouent historiquement un rôle commercial important dans l'économie égyptienne. Leur soutien financier constitue un instrument majeur de politique étrangère, la stabilité de l'Égypte demeurant cruciale pour l'équilibre régional en raison de son poids démographique, politique et militaire. Largement renforcé après l'arrivée au pouvoir du Président Abdel Fattah Al-Sissi (2013), le soutien des pays du CCEAG est intervenu systématiquement lors des épisodes de crise économique qui se sont succédés depuis (les financements apportés représentent 4,5 fois les déboursements récurrents du FMI). Le changement de paradigme annoncé, marqué par des conditionnalités accrues en contrepartie de ces soutiens financiers qui prennent davantage la forme d'investissement dans des actifs économiques stratégiques, semble se matérialiser sur la période récente.



Des partenaires pleinement intégrés dans le paysage économique égyptien

Représentant en moyenne 14,9 % de ses échanges extérieurs sur la décennie 2012-2022, les pays du CCEAG sont des partenaires commerciaux de premier plan pour l'Égypte, en particulier les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite respectivement premier et quatrième partenaire commercial (7,7 % et 5,9 % des échanges en 2022/23). Les pays du CCEAG ont ainsi absorbé 20,4 % des exportations égyptiennes et l'Égypte s'y est approvisionnée à hauteur de 16,5 % en moyenne au cours de la dernière décennie. La balance commerciale de l'Égypte vis-à-vis des pays du CCEAG reste largement déficitaire, de 4,7 Md USD par an en moyenne, compte tenu du poids des hydrocarbures dans les échanges (l'Arabie saoudite, le Koweït et les EAU sont à l'origine de près de 50 % des importations égyptiennes d'hydrocarbures en 2022/23). Aussi, investisseurs traditionnels en Égypte, les pays du CCEAG ont vu leur part dans le total des flux d'IDE entrants augmenter au cours de la dernière décennie de 13,3 % à 30,1 % (soit en moyenne 3,1 Md USD par an), avec les EAU et l'Arabie saoudite comme premiers contributeurs (53,6 % et 17,8 % du total des flux entrants en provenance des pays du CCEAG sur la dernière décennie, soit 11 % et 3,7 % du total entrant). Ces investissements reflètent la stratégie de diversification économique des pays du Golfe.

Le soutien financier des pays du CCEAG s'est avéré systématique

Les dépôts des pays du Golfe en Égypte représentent un stock de 31 Md USD au total en décembre 2023, soit 75 % des réserves de change de la Banque centrale. En début d'année 2024, l'investissement émirien massif de 35 Md USD (dont 11 Md USD de recyclage des dépôts auprès de la Banque centrale d'Égypte, 24 Md USD de fonds propres) a permis de restaurer la confiance des investisseurs et conforter les autorités égyptiennes en leur fournissant les marges de manœuvre nécessaires au flottement de la livre égyptienne, et ainsi faciliter l'intervention de bailleurs internationaux – dont celle du FMI. L'aide publique au développement est une voie supplémentaire utilisée par les EAU, l'Arabie saoudite et le Koweït dans divers secteurs (agriculture, énergie, transport etc.), dont l'Égypte est souvent le premier pays bénéficiaire. Aussi, le ministre égyptien des Finances a annoncé en janvier 2024, l'émission future d'obligations libellées en dirham des EAU dans le but d'accéder pour la première fois aux marchés du Golfe. Enfin, un swap de devises a également été conclu en septembre 2023 entre les banques centrales égyptienne et émirienne, équivalent à près de 1,5 Md USD.

Un changement de paradigme : davantage d'investissements dans l'économie réelle

Un nouveau mode d'intervention initié en 2016 se traduit par l'investissement direct – notamment via les fonds souverains – et de l'aide-projet au détriment de l'aide-budgétaire et de dépôts à la Banque centrale. Les pays du CCEAG et le FMI semblent désormais converger, encourageant l'Égypte à mettre en œuvre des réformes structurelles afin d'assurer la soutenabilité de la dette publique. Les pays du CCEAG sont également des acteurs dominants dans le programme de cessions d'actifs publics depuis 2023, l'Arabie saoudite et les EAU représentant près de 80 % des cessions déjà conclues. Par ailleurs, l'engagement des pays du CCEAG à maintenir leurs dépôts sur la durée du programme FMI (2022-2026) a été un préalable indispensable à l'accord convenu en mars 2024. L'investissement de Ras El-Hekma de 35 Md USD signé le 23 février 2024 entre l'Égypte et le fonds émirien ADQ a parachevé le besoin de financement de l'Égypte à court terme et facilité l'accord au niveau des équipes techniques sur les deux premières revues du programme du FMI. En investissant en Égypte, les pays du CCEAG espèrent bénéficier du dynamisme du commerce intra et extra africain. L'Égypte occupe également une place centrale pour bénéficier d'initiatives telles que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Diane BOYER, Chargée de mission